



EUROPEAN WOMEN'S  
LOBBY  
EUROPEEN DES FEMMES

# DECLARATION

Septembre 2009

## **Lobby européen des femmes Les femmes, la crise financière et économique – L'urgence d'une perspective de genre**

Le Lobby européen des femmes (LEF), la plus grande coalition d'organisations de femmes dans l'Union européenne (UE), demande aux décideurs politiques à tous les niveaux de décision de reconnaître le rôle des femmes dans la mise en place d'un cadre post-crise qui, un an après l'effondrement des marchés financiers, continue d'ignorer l'impact de genre de la crise sur la vie réelle des femmes et des hommes.

La crise initiale et des plans de relance qui ont suivi tant au niveau européen, qu'au niveau national et international (G20) n'ont pas réussi à reconnaître, à comprendre, à analyser et à remédier à l'impact sexospécifique de la crise. Continuer à occulter cet impact tout en déniaut aux femmes la possibilité de participer aux solutions de sortie de crise aura des effets négatifs sur les conditions de vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons ainsi que sur notre cadre de vie commun.

L'égalité entre les femmes et les hommes est l'un des objectifs de l'UE confirmé dans les traités et doit donc faire partie intégrante des plans de lance européen, nationaux et internationale ainsi que dans la transition vers une société de post-crise bâtie sur un projet et une vision globale à long terme.

La crise financière et économique est sexuée dans ses caractéristiques et dans ses effets. La crise mondiale se répercute également sur les femmes dans d'autres régions du monde, avec des conséquences sur les économies qui sont dépendantes du travail et des revenus des femmes, y compris de l'envoi de fonds. Pour l'ensemble des milliers de femmes dans 30 pays européens représentées dans le LEF, il est essentiel que les responsables politiques prennent acte de ces réalités en vue d'assurer une prise de conscience informée et d'élaborer de politiques adaptées qui associent les femmes dans les réponses apportées tant dans les plans de relance que dans les phases de transition qui s'ensuivent.

Cette crise économique actuelle est différente des récessions précédentes. Les femmes sont étrangères à son origine mais menacées de façon différente que les hommes d'en subir de manière disproportionnée les effets qui remettent en cause les principes et valeurs du modèle social européen. En effet, la Commission européenne, dans son rapport de 2009 sur l'égalité entre les femmes et les hommes, affirme que: "*le ralentissement économique est susceptible d'affecter davantage de femmes que d'hommes.*" Comprendre et agir sur l'aspect sexospécifique de l'impact de la crise, dans toutes ses dimensions, représente un défi pour les décideurs politiques européens et nationaux. Sans une réelle prise en compte des ces effets, il ne pourra y avoir une sortie durable. Les femmes constituent une composante essentielle des solutions à la sortie de crise.

Contrairement aux périodes antérieures de ralentissement économique, aujourd'hui les femmes représentent à elles seules la plus grande force de croissance économique de la planète. Ceci n'est pas une observation arbitraire, mais celle du magazine renommé *The Economist*, pour lequel les femmes ont contribué à l'expansion économique plus que les nouvelles technologies ou les marchés émergents de la Chine et de l'Inde combinés. Représentées sur le marché de travail en nombre sans précédent les femmes contribuent aux revenus des ménages plus qu'auparavant. Leur intégration sur le marché de travail aura non seulement un impact direct sur les femmes elles-mêmes, mais aura un effet non négligeable sur les revenus des ménages. Mais surtout la



EUROPEAN WOMEN'S  
LOBBY  
EUROPEEN DES FEMMES

# DECLARATION

situation des femmes, antérieurement à la récession n'était pas égalitaire avec celle des hommes. L'emploi des femmes reste caractérisé par la ségrégation femmes-hommes par secteur de travail, les écarts salariaux, le taux élevé de travail à temps partiel et la concentration dans les secteurs de l'économie dit informels, moins rémunérateurs et moins protégés par la sécurité sociale. Dans de telles circonstances, il n'est pas étonnant que les femmes se trouvent dans une situation moins avantageuse pour affronter la crise.

## Les dimensions multidimensionnelles de la crise financière et leur impact sur les femmes

La complexité de la crise actuelle qui englobe un ensemble de facteurs rend les analyses ou simplificatrices tentantes. Mais il est crucial de reconnaître que les différentes dimensions de la crise financière et économique qui sont à la fois multiples et interdépendantes ont un impact différencié sur les femmes et les hommes. Appuyer une telle approche sexospécifique est primordial pour comprendre la complexité de son impact sur les femmes et sur les relations entre les femmes et les hommes maintenant et à l'avenir.

**Crise économique:** c'est surtout les secteurs de l'économie dominés par les hommes, tels que l'industrie automobile et la construction qui ont retenu l'attention des médias et des décideurs politiques. On peut également constater de façon générale, que la dimension de genre de la crise est négligée. Par exemple, les prévisions officielles des taux du chômage donnent des chiffres similaires pour les femmes et les hommes. Cependant, les chiffres ne tiennent pas compte de la surreprésentation des femmes travaillant à temps partiel, exclue des statistiques du chômage. En 2007, le pourcentage de femmes travaillant à temps partiel dans l'UE a été de 31,2%, soit quatre fois plus élevé que pour les hommes. Les femmes sont également prééminentes dans les services publics, et constituent les deux tiers des actifs dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. On peut donc s'attendre à ce que le chômage des femmes augmente de manière disproportionnée lors des restrictions budgétaires du secteur public. En outre, les enquêtes montrent que les femmes sont plus susceptibles d'être licenciées lorsque les emplois sont rares, car les hommes sont considérés comme des gagne-pains légitimes. L'enquête mondiale en 2005 a révélé que près de 40% des personnes interrogées ont convenu que dans une telle situation, les hommes ont plus le droit à un emploi que les femmes. L'écart salarial entre les femmes et les hommes – actuellement de 17,4% de moyenne dans l'UE - met également aux hommes dans une situation plus avantageuse que les femmes en matière d'épargne et de revenu. L'écart salarial connaît également des écarts entre pays allant de 4,4% en Italie à 30,3% en Estonie, et dans certains pays, cet écart est en augmentation. Enfin, les femmes sont également moins protégées quant aux revenus de remplacement indemnisés par la sécurité sociale. En effet, les systèmes de protection sociale continuent à être construits sur le concept d'une carrière ininterrompue au cours d'une vie professionnelle allant de 40 à 45 ans, un modèle qui correspond rarement au cycle de la vie professionnelle des femmes.

**Crise sociale:** Le plus grand risque dans le ralentissement économique actuel est le développement d'un système social à deux vitesses divisant les populations européennes et creusant les inégalités entre les femmes et les hommes. Les recettes ainsi que les dépenses de l'Etat sont générées. Tandis que les hommes ont tendance à être les principaux contributeurs de recettes fiscales de l'Etat en raison de leur salaire plus élevé, les femmes ont tendance à être les principales bénéficiaires des dépenses de l'Etat par le biais de services qui sont également générés : garde d'enfants, prise en charge des personnes dépendantes, le logement, l'éducation et la santé et en particulier la santé sexuelle et reproductive. Par conséquent, des réductions dans les dépenses publiques sont beaucoup plus susceptibles d'influer directement sur les femmes. Dès lors, une analyse d'impact sur les femmes et les hommes avant d'effectuer une politique d'austérité budgétaire est cruciale pour comprendre l'impact de telles décisions sur les femmes et les hommes. Les politiques d'activation (c'est-à-dire, faire en sorte que le travail soient rémunérateur par rapport aux allocations sociales) et les politiques d'inclusion active qui visent à (ré) intégrer les femmes et les hommes sur le marché du travail sont aussi générées car de telles politiques nécessitent



la mise en place de services subventionnés tels que les garderies / les soins aux personnes dépendantes. Les femmes représentent la majorité de ceux qui vivent dans la pauvreté ; en outre entre 85% à 90% des familles monoparentales sont des femmes soutiens de familles. Les politiques d'austérité budgétaires dans le secteur public auront sans aucun doute un impact disproportionné sur les femmes car on peut s'attendre à un transfert de ces services sur elles, les empêchant de participer pleinement dans toutes les sphères de la vie. De même, les coupes budgétaires dans les services aux populations en difficulté socioéconomique se traduiront par un recours accru aux femmes à la fois dans au sein des familles que dans les collectivités.

**Crise de gouvernance:** Les institutions financières et les pratiques qui régissent la création, la diffusion et la distribution des capitaux ont opéré dans un environnement non régulé et opaque qui est aussi genré. Les pratiques qui fonctionnent dans des environnements de non régulation et d'opacité ont une incidence directe sur les femmes et l'inégalité entre les femmes et les hommes qui peut s'illustrer par l'objectivation du corps des femmes comme des marchandises de l'«industrie du sexe», une pratique qui a également facilité le blanchiment de fonds, et eu un impact direct sur des femmes et des filles victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. De telles pratiques caractérisées par **un manque de transparence et de gouvernance** ont également un impact sur les mécanismes de redistribution de la richesse et leurs effets sexospécifiques.

**Crise bancaire:** Dans le contexte de l'effondrement financier et économique, les femmes sont très visiblement absentes des cercles de prise de décision. Pas une seule femme parmi les gouverneurs des banques centrales des États membres de l'UE. Il n'y a une seule femme parmi les six membres du conseil exécutif du Conseil d'administration de la Banque centrale européenne. Alors que les gouvernements renflouent le secteur bancaire à travers l'Europe, ils sont maintenant en mesure d'établir des codes de déontologie transparents qui reflètent les valeurs de l'UE, à savoir: l'égalité entre les femmes et les hommes, les droits de l'homme, l'anti-discrimination, la démocratie et la règle de droit, qui inclut la bonne gouvernance.

**Crise idéologique ou morale ou de valeurs :** La crise économique, si elle est fait reculer les inégalités entre les femmes provoquera une crise idéologique, **morale ou de valeurs** au cœur de la société européenne. L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un luxe, réservée uniquement en périodes de croissance économique. Elle est une obligation juridique et morale inscrite dès la fondation de l'Union européenne. Il est primordial que l'égalité entre les femmes et les hommes soit un principe directeur maintenant et dans l'avenir afin d'éviter un recul en termes de gains que les femmes et la société dans son ensemble ont fait au cours des décennies précédentes.

## Recommandations

À la lumière des considérations qui précèdent, le Lobby européen des femmes demande:

- La reconnaissance politique que cette récession est un moment de transformation historique, un moment d'opportunité pour réaffirmer qu'une autre vision du monde est possible, dans laquelle les valeurs fondamentales de l'UE sont inhérentes englobant l'égalité entre les femmes et les hommes. L'accélération de l'égalité entre les femmes et les hommes est indispensable aux solutions de sortie durable de la crise.
- Analyser systématiquement l'impact de la crise sur les femmes et les hommes et les réponses qui en tiennent compte, y compris une analyse par rapport aux identités multiples des femmes au long de leur cycle de vie.
- Appliquer de façon systématique la budgétisation selon le genre en tant que méthodologie systématique à toutes les procédures d'élaboration des budgets publics.



EUROPEAN WOMEN'S  
LOBBY  
EUROPEEN DES FEMMES

# DECLARATION

- Investir dans l'infrastructure sociale, notamment dans l'éducation, la santé, la garde des enfants et la prise en charge des personnes dépendantes, qui aurait un double effet : d'une part, créer des emplois dans le secteur public qui comporte un nombre élevé de femmes et, d'autre part, alléger la charge qui pèse de façon disproportionnée sur les femmes afin de leur permettre de participer pleinement à tous les domaines de la vie.
- Améliorer et normaliser les modes d'emploi qui sont féminisés sur le marché du travail, à savoir le travail précaire, le travail partagé et à temps partiel afin de prévenir le recours aux mesures de licenciement des femmes et des hommes par les entreprises et les organisations.
- Eliminer les dispositions obsolètes fondées sur le modèle de l'homme « gagne-pain de la famille » des textes régissant les droits intéressant l'emploi et à protection sociale et en particulier les régimes de retraite.
- Maintenir le modèle social européen en élargissant les sources de financement des systèmes de sécurité sociale, qui actuellement reposent fortement sur les cotisations des travailleurs. Le ralentissement économique actuel, conjugué aux tendances démographiques, requiert des nouvelles sources de financement moins dépendantes des cotisations des travailleuses/travailleurs.
- Renforcer l'engagement pour une répartition plus égalitaire des responsabilités familiales et du travail domestique entre les femmes et les hommes pour alléger ou réduire la double charge sur les épaules des femmes.
- Offrir la garantie d'un système public de retraite, notamment aux femmes dont la pauvreté augmente avec l'âge.
- Garantir l'individualisation de droits en matière de sécurité sociale et de fiscalité, pour rompre la dépendance des femmes envers leur partenaire et / ou l'Etat.
- Viser la démocratie paritaire dans les décisions politiques, les entreprises privées et le secteur financier permettant à l'accroissement du nombre de femmes dans ces secteurs d'assurer une meilleure gouvernance grâce à la richesse d'expériences variées de vie des femmes et des hommes.

Le Lobby européen des femmes (LEF) est la plus large alliance d'organisations non gouvernementales de femmes dans l'Union européenne, avec plus de 2000 organisations membres dans 30 pays. D'une seule voix, notre travail consiste à influencer la politique européenne, en oeuvrant ensemble à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie publique et privée ainsi que dans toutes les politiques européennes.

*EWL- LEF, 18 rue Hydraulique, B-1210 Bruxelles*  
*Tel. +32 2 217 90 20 – Fax: +32 2 219 84 51 - e-mail: [ewl@womenlobby.org](mailto:ewl@womenlobby.org)*  
***Website: <http://www.womenlobby.org>***



EUROPEAN WOMEN'S  
LOBBY  
EUROPEEN DES FEMMES

# DECLARATION

## Références:

Commission Européenne (2008): *Plan européen pour la relance économique*, COM(2008) 706 final and COM(2008) 800

Commission Européenne (2009): *Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen, et au Comité des régions. L'égalité entre les femmes et les hommes – 2009*, disponible sur: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0077:FIN:EN:PDF>

Commission Européenne (2009): *Campagne sur l'écart salarial entre les femmes et les homes*, disponible sur : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=681&langId=en>

Parlement européen (2004), Commission sur les droits des femmes et l'égalité entre les genres: *Rapport sur les femmes et la pauvreté dans l'Union européenne* (2004/2217(INI)) , Rapporteur: Anna Záborská

Bureau international du travail (2009): *Global employment trends for women*, disponible sur : [http://www.ilo.org/global/About the ILO/Media and public information/Press releases/lang--en/WCMS\\_103447/index.htm](http://www.ilo.org/global/About%20the%20ILO/Media%20and%20public%20information/Press%20releases/lang-en/WCMS_103447/index.htm)

Seguino Stephanie (2009): *The Global economic crisis, its gender implications, and policy responses*. 2009 Burlington: Université de Vermont, disponible sur: [http://www.uvm.edu/~ssequino/pdf/global\\_crisis.pdf](http://www.uvm.edu/~ssequino/pdf/global_crisis.pdf)

Smith, Mark (2009): *Analysis not: Gender equality and Recession*, Grenoble: Ecole de Management, disponible sur : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=748&langId=en>

Sunderland, Ruth (2009): <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/feb/01/davos-global-recession-gender>

Rake, Katherine (2009): *Are women bearing the burden of the recession?* Rapport du Fawcett Society, disponible sur: <http://www.fawcettsociety.org.uk/documents/Arewomenbearingtheburdenoftherecession.pdf>

Walby, Sylvia (2009): *Gender and the Financial Crisis*, papier pour projet UNESCO sur 'Le genre et la crise financière'